

RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA SITUATION DE PROTECTION ET SECURITAIRE

Période : Du 13 au 22 Avril 2026

Lieu de la Mission : Territoires de Moba (Tanganyika) et Pweto (Haut-Katanga)

1. Contexte et Justification

Une situation préoccupante de protection a été signalé dans le territoire de Pweto respectivement sur l'axe Pweto-Mwenge, dans le groupement Kasongo – Kamulumbi (120 km), vers le territoire de Mitwaba province du Haut-Katanga. La zone a été impactée par l'instabilité persistante cause par l'incursion du Mouvement Débout Katanga pour la Libération du Congo (MDKC) dans le territoire voisin de Mitwaba au mois de Mars 2026. A cela s'ajoute l'activisme de groupe armé Maï-Maï Kata-Katanga. Par ailleurs, le territoire constitue une zone d'accueil pour les personnes déplacées internes (PDI) en province des territoires de Mitwaba et Moba, y compris celles affectées par la crise AFC/M23 dans les provinces du Sud et Nord Kivu. Les sites de PDIs de Pweto, souvent spontanés ou faiblement structurés, présentent des conditions de vie précaires marquées par un accès insuffisant à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection. Par ailleurs, l'absence d'acteurs humanitaires dans cette zone accentue les risques de violations de droits humains, notamment les violences basées sur le genre (VBG), atteinte au droit de propriété, les abus et exploitations....

En outre, le territoire de Moba, situé dans la province du Tanganyika est affecté par une situation humanitaire complexe caractérisée par des déplacements récurrents de populations, une insécurité persistante et un accès limité aux services de base. Les incursions répétitives des miliciens sur axe Moba–Mpala (90 Km). Le passage de l'unité militaire de FARDC au mois de Février 2026 sur l'axe Moba-Selembé (170 Km) vers Pweto, a également contribué à la dégradation de la situation de protection dans la zone. Cet axe, initialement considéré comme corridor de transit stratégique, est devenu une zone à risque, caractérisé par une vulnérabilité accrue des populations civiles victimes de plusieurs exactions dont les militaires sont les auteurs présumés.

2. Méthodologie

Au cours de cette évaluation, des discussions en groupe restreint ont été effectuées avec les leaders communautaires et les personnes affectées par les différentes crises. Mais aussi les entretiens individuels avec les informateurs clés tels que, l'administrateur du territoire, chef de chefferie M'pweto, Médecin chef de Zone de Pweto, Sous-Proved sont des méthodologies pratiques mise en place pour la réalisation de cette activité.

3. Présentation de la zone

L'évaluation a touchée l'axe Pepa-Selembé dans le territoire de Moba principalement l'aire de santé de Pepa et Selembé et le territoire de Pweto, principalement dans les sites des PDI de Mpelembe (Aire de Santé de Chanfubu), Kipambala (Aire de santé de Kakonona et Kasama (Aire de santé de Kasama) ; les villages Nsomboshi, Mambo ont également été ciblés pour cette évaluation.

a) Situation sécuritaire

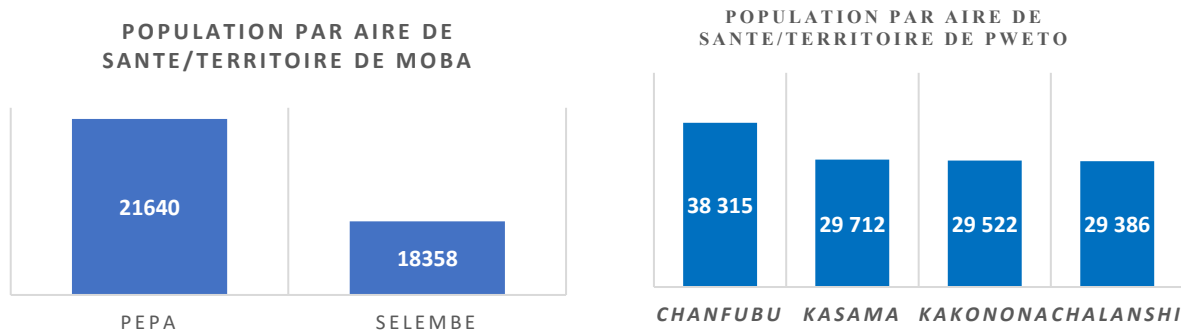
La situation sécuritaire dans les deux territoires est caractérisée par l'activisme de groupes armés d'une part et d'autre part, par la sur-militarisation du côté Moba où plusieurs exactions commises par ces derniers sont signalées notamment les cas de pillages, extorsions, déplacement forcé, coups et blessures y compris de violations grave de tortures et

traitements inhumains, viols collectifs... en vers la population civile à titre indicatif, une femme âgée de 33 ans déclare avoir été abusée sexuellement par 5 personnes en tenue militaire en date 10 Avril 2026 vers 22h, qui sont entrées par effraction dans sa maison dans le village Moliro, aire de santé portant le même nom. Dans le même cadre, sur l'axe Mpala et vers Kayobwe on note la présence de miliciens qui opèrent en toute impunité et procure des menaces récurrentes d'attaque en vers les villages environnant.

En effet, le groupe armé Maï- Maï Kata-Katanga dans le territoire de Pweto précisément dans la chefferie Mwenge, groupement Kasongo-Kamulumbi et dans la chefferie Kyona-Nzini, groupement Kasongo-Mwana, expose la population à des violations de droits humains suite à l'absence de service de sécurité et de l'autorité de l'Etat dans la zone.

b) Données Démographique et dynamique sociale

La zone de santé de Pweto compte un total de 19 aires de santé. Dans le cadre de cette évaluation, quatre aires de santé ont été ciblées, à savoir Chalanshi 29 386 habitants, Kakonona 29 522 habitants, Chanfubu 38 315 habitants et Kasama 29 712 habitants. Ces aires couvrent une population estimée à 126 935 personnes, soit environ 26% de la population total de la zone de santé de Pweto estimée à 485 970 habitants. Concernant les aires de santé visitées dans le territoire de Moba, l'aire de santé de Pepa compte 4243 menages soit 21640 habitants et l'aire de santé de Selembe avec 3560 maneges soit 18358 habitants.



Il sied de noter que la situation actuelle est marquée par une augmentation notable de la population due à l'afflux de PDI du coté Pweto, qui fait face à la limitation des services sociaux de base et de protection. Les zones qui ont fait objet d'évaluation sont composées des Rapatriés, retournés, PDI et la communauté hôte. Dans certaines aires de santé comme Kasama, on signale la présence de Twa à faible proportion d'environ 3% dans certains villages notamment à Katumba (environ 50 Km)

Profil des sites de PDI dans le territoire de Pweto

Les 3 sites de PDIs évalués dans le territoire de Pweto totalisent **14 172** ménages, soit 101 504 personnes. Le site de Mpelembe a accueilli la plus forte proportion de déplacée, suivi de Kasama et Kakonona.

N°	Sites	Ménages	Nbre de personnes	Localisation		
				Village	Aire de santé	Zone de santé
1	MPELEMBE	6651	43957	MPELEMBE	CHANFUBU	PWETO
2	KIPAMBALA	2300	21000	KIPAMBALA	KAKONONA	PWETO
3	KASAMA	5221	36547	KASAMA	KASAMA	PWETO

Selon les sources locales les zones de provenance de ces PDI demeurent les territoires de Mitwaba, Moba, y compris celles affectées par la crise AFC/M23 dans les provinces du Sud et Nord Kivu. Cette concentration importante de population contribue à une pression accrue sur les ressources disponibles et exacerbe les besoins humanitaires notamment en matière de protection et d'accès aux services de base. Suite au nombre insuffisant d'abris à Mpelembe quelques ménages passent nuit dans le marché construit par la chefferie au niveau du pont Chanfubu tout près du site.

a) **Accessibilité géographique**

Dans les territoires de Moba et Pweto, l'accessibilité géographique demeure un défi important suite à l'impraticabilité des routes sur certains axes surtout pendant la saison pluvieuse. Dans la zone sud-est de Moba sur le long de l'axe Moba-Pepa-Selembe les routes sont dans l'état de délabrement. Par ailleurs dans le territoire de Pweto la situation est presque similaire, le problème majeur d'accessibilité est signalé sur le tronçon routier Pweto–Kasama, où actuellement est érigé un site de personnes déplacées internes (PDI). L'état dégradé de cette voie, combiné à l'absence d'entretien régulier et aux contraintes logistiques, limite considérablement l'accès humanitaire. Cette situation entrave la libre circulation des populations affectées;

4. Risque de Protection

L'environnement de protection dans le territoire de Moba et Pweto est caractérisé par les cas de violations de droits humains, ils sont perpétrés dans la majorité de cas par les assaillants opérant dans les zones où l'absence de l'autorité de l'Etat est remarquable. Mais également la présence des militaires affectés pour les opérations constitue une menace importante de protection dans la zone.

Cette situation est aggravée par l'absence d'acteurs humanitaires capables d'assurer le monitoring de protection, la gestion des alertes, le référencement des cas et le plaidoyer auprès des autorités compétentes. Ce vide opérationnel semble favoriser la multiplication des abus.

Tortures et traitements inhumains & Taxe illégale : Le président de la société civile de la chefferie Mwenge et préfet des études à l'institut portant le même nom de la chefferie a été fortement tabassé et ligoté par les militaires en date du 18 Avril 2026 à la barrière de l'entrée du village Mwenge. La victime a intervenu pour les élèves finalistes qui ont été arrêtés et exigé de payer 2000fc comme droit de barrière alors que ses élèves quittés Mwenge et ses environs pour se rendre à Pweto centre participer aux examens d'Etat hors session. Ces cas sont aussi signalés dans le territoire de Moba sur les zones sous occupations militaires.

Pillage & Coup et Blessure : Une incursion de groupes armés Mai-Mai Kata Kaatanga a été signalée sur la rive gauche de la chefferie Mwenge, dans le groupement Kasongo-Kamulumbi dans les villages Kondo, Kilulu et Kawama en date du 13 Avril 2026 causant plusieurs cas de pillage au sein de maisons des habitants estimées environ 131 menages. Le coup et blessure ont été administrés aux membres de communauté qui ont affiché une certaine résistance de toute demande des biens et de l'argent par les éléments Mai-Mai. Le chef de village Kondo étant fortement.

Violences basées sur le genre (VBG) et Viol : Lors de cette évaluation le cas de viols collectifs ont été signalés dans les deux territoires, à Pweto centre dans le village Mutate, aire de santé de Chanfubu, zone de santé de Pweto une femme de 41 ans a été victime d'un viol par 3 personnes en tenue militaire. La victime quittait le village Kakonona pour Pweto centre, en cours de route, elle a croisé ces dernières qui ont abusée d'elle. Dans le territoire de Moba une femme âgée de 33 ans déclare avoir été abusée sexuellement par 5 personnes en tenue militaire en date 10 Avril 2026 vers 22h, qui sont entrées par effraction dans sa maison dans le village Moliro, aire de santé portant le même nom. Au-delà de ces cas de viols collectifs signalés, d'autres formes de violences basées sur le genre sont signalées.

5. Limitation aux services sociaux de base

Education

Le déplacement des personnes déplacées internes (PDI) constitue un facteur majeur perturbant la continuité de l'éducation des enfants. En effet, les mouvements fréquents et l'instabilité des ménages entraînent un retard significatif dans le rattrapage scolaire, ce qui contribue à l'absentéisme des enfants issus des PDI, Au sein des populations hôtes,

les contraintes économiques représentent un obstacle important à l'accès à l'éducation. Le manque de moyens financiers limite les capacités de ménages à acheter des fournitures scolaires et à s'acquitter des frais scolaires, ce qui affecte directement la fréquentation scolaire des enfants. Par ailleurs, chez les filles, l'abandon scolaire accru notamment (mariages et grossesses précoces, VBG), et chez les garçons, l'implication précoces dans des AGRs notamment la fréquentation des carrés miniers et des zones de pêche, constituent un facteur supplémentaire de déscolarisation.

Santé

L'insuffisance des services de prise en charge sanitaire dans des sites de personnes déplacées internes (PDI) contribue à une vulnérabilité sanitaire accrue au sein des trois sites évalués. Plusieurs cas de malnutrition y ont été identifiés, notamment 11 cas dans le site de Mpelembe, 15 cas dans le site de Kipambala, et 5 cas signalés dans le de Kasama illustrant une situation nutritionnelle préoccupante. Des cas de choléra sont régulièrement signalés dans les mêmes sites de PDI, indiquant une persistance du risque épidémiologique. Lors de notre mission, deux décès liés au choléra ont été rapportés dans le site de Mpelembe : le premier survenu le 15 Avril 2026, concernant une jeune fille de 15 ans, et le second le 17 Avril 2026, concernant une femme de 43 ans.

Ces incidents mettent en évidence la gravité de la situation sanitaire et soulignent l'urgence de renforcer les mesures de prévention et de prise en charge, notamment l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, ainsi qu'aux services de santé adaptés. Dans les villages environnants, une faible fréquentation des structurés de santé est également observée, particulièrement au sein de la communauté Twa. Cette situation s'explique par des facteurs socioculturels liés aux us et coutumes, mais aussi par l'éloignement géographique des structures sanitaires, constituent une barrière majeure à l'accès aux soins.

Eau (Wash)

L'accès à l'eau potable demeure une problématique majeure dans les sites de personnes déplacées internes (PDI). L'absence quasi totale d'infrastructures hydrauliques, notamment de forages expose les populations à des risques sanitaires élevés. Sur le site de Mpelembe, les PDI s'approvisionnent principalement de la rivière chanfubu non potable, les exposant à des maladies hydriques. Au site de Kipambala, l'unique source d'eau disponibles n'est pas aménagée, ce qui limite la qualité et la sécurité de l'eau consommé. Quant au site de Kasama, les ménages sont contraints de parcourir de longues distances pour accéder à l'eau utilisée au quotidien et augmentant la vulnérabilité de population, en particulier des femmes et des enfants. Ces contraintes structurelles contribuent directement à la détérioration des conditions d'hygiène et favorisent la propagation de maladie d'origine hydrique, notamment le cholera déjà signalé dans ces sites. Les mêmes difficultés d'accès à l'eau potable sont également observés dans plusieurs villages, y compris dans les zones de retour des rapatriés. L'insuffisance ou l'absence d'infrastructures d'approvisionnement en eau y constitue un problème majeur.

Au-delà des risques sanitaires accrus, notamment liés aux maladie hydriques, cette situation engendrer également des tensions au sein des communautés. Les points d'eau existants, souvent insuffisants ou non aménagés, deviennent sources de conflit entre les usagers (populations hôtes, rapatriés et PDI) en raison de la forte pression exercée sur ces ressources limitées.

Moyens de subsistance

Les ménages de sites de personnes déplacées internes (PDI) ainsi que ceux des communautés hôtes présentent un niveau élevé de vulnérabilité économique, principalement lié à un accès limité aux moyens de production et aux opportunités de revenus.

Au sein des PDIs, les capacités de relance des activités agricoles sont fortement compromises par le manque d'outils, l'accès restreint à la terre cultivable et l'insuffisance de ressources financières. Cette situation limite considérablement leur autonomie économique et leur capacité à couvrir leurs besoins essentiels, renforçant ainsi leur dépendance à l'assistance humanitaire. En outre, les opportunités de diversifications des revenus (AGR) restent très faibles en raison du manque de capital de départ et d'accompagnement technique.

Dans les communautés hôtes, bien que l'agriculture et la pêche constituent les principales sources de subsistance, ces activités sont affectées par des contraintes structurelles importantes. Le mauvais état des routes de desserte agricole entrave l'accès aux marchés, limitant la commercialisation des produits et réduisant les revenus des ménages. Cette situation contribue à une baisse du pouvoir d'achat et à une insécurité économique persistante. Ces facteurs combinés exposent les ménages à une insécurité alimentaire accrue, à des stratégies d'adaptation négatives (réduction des repas, vente d'actifs, recours au travail des enfants), et augmentent les risques de protection, notamment pour les groupes les plus vulnérables.

Abris/NFI

Des besoins importants en abris ont été identifiés dans les sites de personnes déplacées internes (PDI). La majorité des ménages vit dans des huttes précaires construites en paille, offrant une protection limitée contre les intempéries, notamment les vents violents.

Cette situation expose les ménages à des risques accrus de protection et de santé, en raison de l'insécurité physique des structures, du manque d'intimité et de la vulnérabilité face aux conditions climatiques. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont particulièrement affectés par ces conditions d'hébergement inadéquates.

6. Défis et Contraintes

La mission a été confrontée à plusieurs contraintes logistiques et opérationnelles ayant limités la couverture complète des zones prioritaires. Le mauvais état des routes a fortement restreint l'accessibilité à plusieurs axes, notamment : Pweto-Mwenge ; Pweto-Mutabi, Kabangu, Kato, Kapembe ainsi que sur l'axe kilwa. Ces difficultés d'accès ont ralenti les déplacements et réduit la capacité de collecte d'information dans certaines zones

- La durée limitée de la mission n'a pas permis de couvrir l'ensemble des localités prévues, ce qui a restreint la portée de l'évaluation dans certaines zones) forte vulnérabilité. Par ailleurs. Le mauvais état des routes a fortement restreint l'accessibilité à plusieurs axes, notamment : Pweto-Mwenge ; Pweto-Mutabi, Kabangu, Kato, Kapembe ainsi que sur l'axe kilwa. Ces difficultés d'accès ont ralenti les déplacements et réduit la capacité de collecte d'information dans certaines zones

- Certains informateurs présentaient un niveau de connaissance faible, les empêchant de fournir des informations détaillées, d'identifier clairement les causes profondes de certains problèmes de protection et des conflits et de proposer des pistes de solution pertinentes pour orienter les interventions des acteurs;
- Quelques informateurs, avec lesquels les missionnaires avaient pris rendez-vous, étaient absents ou introuvable lors de la visite.

7. Capacités locales existantes

Malgré un contexte de protection fortement dégradé, certaines capacités locales subsistent et constituent des points d'appui pour une réponse humanitaire :

a) Structures communautaires :

TERRITOIRES	STRUCTURES / CLP	Aire de Santé	Zone de Santé	Statistique		
				M	F	Total
Territoire de Moba	KASORO	KANSABALA	KANSIMBA	9	3	12
	KASENGA	KASENGA	MOBA	8	4	12
	MULONDE	MULONDE	MOBA	7	5	12
	KALA	MALIBU	KANSIMBA	8	4	12
	MUTAMBALA	MUTAMBALA	MOBA	6	6	12
	MASEBA	MWINDI	KANSIMBA	6	6	12
Territoire de Pweto	MUSHIMA	KIZABI	PWETO	7	5	12
	MAMBO	CHANFUBU	PWETO	6	6	12
	NSOMBOSHI	CHALANSHI	PWETO	8	4	12
	SANTE	SANTE	PWETO	5	7	12
	MWASHI	KAPATA	PWETO	6	6	12

8. Recommandations Prioritaires

- Mener le plaidoyer pour le retour des acteurs humanitaires dans le territoire de Pweto et Moba ;
- Plaidoyer aux agences de NU et aux ONGs pour apporter assistance aux PDIs dans le 3 sites de Pweto
- Renforcement des mécanismes de protection communautaire (groupes d'accompagnement, alertes)
- Sensibilisation sur les VBG et les mécanismes de signalement
- Déploiement de services de prise en charge des survivantes (médicale, psychosociale, juridique)
- Appui aux activités génératrices de revenus plus sécurisées
- Création d'espaces sûrs pour femmes et filles

GALERIE



Figure 1: Rencontre avec l'Administrateur du territoire Assistant chargé de la Politique et Administration avec différents services concernés dans évaluation. Bureau du territoire de Pweto, 20/04/2026



Figure 2: Rencontre avec différents informateurs clés dans quartier Lunkinda/Pweto, le 20/05/2026



Figure 3: Rencontre avec les femmes du sites des IDPs de Mpelembe à Pweto. 18/04/2026



Figure 4: Site de Kipambala, image des huttes constuites en paille. 19/06/2026